

«Ben Laden devait être jugé»

Dick Marty, ardent défenseur de la justice, condamne l'élimination du terroriste

Lutte antiterroriste. Torture. Argent des dictateurs. Autant de thèmes d'actualité que le conseiller aux Etats tessinois Dick Marty, 67 ans, connaît parfaitement. Ces dernières années, il a enquêté sur les prisons secrètes de la CIA, sur la situation dans le Caucase ou encore sur le trafic d'organes au Kosovo. Rencontre avec ce chantre du droit plutôt que de la force dans les relations internationales.

Romain Clivaz

Ben Laden aurait été éliminé grâce à la torture, qui aurait permis d'obtenir des infos. Faut-il dès lors la tolérer?

Non. Ouvrir les vannes de la torture, c'est se mettre sur un plan incliné sans savoir où cela va finir. Lorsqu'Aldo Moro a été enlevé en 1978, certains ont réclamé l'introduction de la torture pour obtenir des informations. C'est pourtant un militaire en charge de la répression du terrorisme, le général Carlo Alberto Dalla Chiesa, qui a donné une réponse absolument formidable. Il a dit: «Messieurs, l'Italie va survivre à la mort d'Aldo Moro, mais elle ne pourra jamais survivre à l'introduction de la torture.» C'est ce qui distingue un pays civilisé d'un autre. Dire que c'est grâce à des informations recueillies sous la torture que Ben Laden a été repéré me semble être de la propagande. Rien de plus. Et même si c'était vrai, avec d'autres méthodes on aurait très probablement obtenu plus et plus vite.

Rechercher la vérité, c'est une partie d'échecs: on la gagne avec habileté et l'intelligence, pas en brisant l'échiquier.

Ben Laden devait être jugé.

L'opération est pourtant un succès, malgré vos critiques répétées de la politique américaine...

Je suis étonné que vous parliez de succès! Il a fallu dix ans de traque et des centaines de millions de dollars. Pourtant, la mort d'Oussama ben Laden ne résout absolument rien. Je peux comprendre les familles des victimes des tours jumelles. Mais la jubilation de certains se base sur une illusion.

Vous auriez préféré qu'il survive?

Je ne pleure bien évidemment pas sa mort. Mais cela pourrait bien n'être qu'une victoire d'image pour le président Obama. Au niveau interne, il ne va pas être évident de justifier la présence en Afghanistan maintenant que celui qui incarnait «Satan» a été éliminé. Plutôt que de le juger comme un criminel, les Américains en ont fait un martyr. Ce qui ne fait que motiver les sympathisants. L'abattre ne constitue pas une victoire. Al-Qaida ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Il ne s'agit pas d'une structure qui dépend d'un chef, mais plutôt d'un label utilisé assez librement.

Quelle aurait été la meilleure manière de faire?

Le traduire devant la justice. Mais c'était dans l'intérêt de

beaucoup de monde qu'il n'y ait pas de procès. Ben Laden aurait pu parler de ses contacts amicaux avec la CIA lorsqu'il combattait l'Union soviétique en Afghanistan. Ou encore de l'aide reçue par l'Arabie saoudite, fidèle alliée des Etats-Unis, ou du Pakistan, formellement aussi fidèle allié. Cette liquidation était dans l'intérêt de tout le monde, sauf de la justice.

Etes-vous déçu par Barack Obama?

Oui, à double titre. D'une part, sa rhétorique suite à la liquidation était digne de celle de George W. Bush. D'autre part, la promesse pourtant formelle de fermer Guantánamo n'a pas encore été tenue.

Vous aviez révélé l'existence de prisons secrètes où l'on torturait des détenus. Existent-elles encore?

Je ne peux pas le dire avec certitude, mais il semble que oui. Ce n'est certainement plus le cas en Pologne ou en Roumanie. Il y a assez de pays disponibles. Le double discours est ici insupportable. En Europe ou aux Etats-Unis, ce n'est pas propre de torturer, mais le faire au Yémen ou en Syrie ne pose pas de problème. Et ensuite on ne se gêne pas pour utiliser les informations, pas forcément crédibles, glanées ainsi. J'ai moi-même interrogé des criminels durant quinze ans. L'empathie et l'écoute, même si elles étaient parfois hypocrites, ont toujours été plus utiles. L'ancien candidat à la présidence américaine John McCain, torturé durant la guerre du Vietnam, a déclaré que la personne torturée a tendance à dire ce que le bourreau veut entendre, et pas forcément la vérité.

Quel bilan tirer de la lutte contre le terrorisme?

Il n'est guère brillant. Les Etats-Unis et l'Europe jouaient le rôle de gardiens de certaines valeurs, de sentinelles défendant les droits de l'homme et des libertés civiles. Après avoir accepté d'arrêter arbitrairement et de soustraire des individus à la justice, avec quelle autorité peut-on dénoncer ce qui se passe en Tchétchénie ou au Congo? Le président tchétchène Kadyrov m'a d'ailleurs plusieurs fois renvoyé la balle en disant que l'Europe et les Etats-Unis n'avaient pas de leçons à donner avec leurs lois antiterroristes. Difficile de lui donner tort au vu des dix dernières années...

N'êtes-vous pas juste antiaméricain?

Non. J'ai d'ailleurs pu faire mes rapports sur les prisons de la CIA grâce à des Américains. Des organisations comme 8/80

Human Rights Watch ou le journal Washington Post ont été exemplaires. La société civile américaine est remarquable. Elle s'est montrée bien plus courageuse que l'Europe, qui a collaboré sans en assumer la responsabilité. Rien n'a été fait pour que les faits soient établis. Au moins, dans la société américaine, la transparence finit par l'emporter.

On entend de nombreux dirigeants, même Micheline Calmy-Rey, parler de traîner Kadhafi devant les tribunaux. Cela doit vous réjouir?

Si l'hypocrisie était une denrée commercialisable, nous serions d'une richesse formidable! Muammar Kadhafî était le premier que l'on aurait dû poursuivre après l'attentat de Lockerbie. Ces dernières années, tout le monde s'est précipité à Tripoli pour faire des affaires, y compris la Suisse. Les Occidentaux ont aussi fermé les yeux sur

Moubarak en Egypte et Ben Ali en Tunisie. Pourtant, on savait qu'il ne s'agissait pas de saints et encore moins de démocrates.

Que faire des dictateurs déçus? Les éliminer? Les juger? Les amnistier?

Justice doit être faite. Chaque criminel doit répondre de ses crimes, même un chef d'Etat. Mais il faut éviter la justice des vainqueurs. Ici aussi, l'hypocrisie règne. Des dirigeants, dont les Américains, les Chinois ou encore les Israéliens, veulent bien condamner des dignitaires africains, tout en refusant une vraie Cour internationale. On veut bien lutter contre le terrorisme, qui fournit un ennemi extérieur bien pratique. Mais lutter contre les trafics d'armes ou d'êtres humains, qui font bien plus de victimes, n'est pas prioritaire. Il y a trop d'enjeux économiques.

La Suisse ne devrait-elle pas faire moins de juridisme et vite restituer les fonds détournés des dictateurs?

Il y a certes encore des choses à améliorer, mais ici la Suisse est en avance sur de nombreux pays qui font volontiers la leçon, comme la France ou le Royaume-Uni. Depuis les fonds Marcos, les choses ont évolué dans la bonne direction. Il est important de respecter certaines procédures. Il faut s'assurer que le gouvernement est suffisamment stable pour que le peuple tunisien, par exemple, bénéficie des fonds restitués .